

MARCHE PUBLIC REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur :

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché

Marché public de service

Réalisation d'analyses physico-chimiques et sanitaires sur des denrées alimentaires

Etabli conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

Accord cadre à bons de commande

Consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert
en application de l'article L2124.2 du code de la commande publique

Date d'envoi de l'avis d'appel à la concurrence au JOUE et au BOAMP pour publication : 24
fevrier 2025

Lien direct de téléchargement du dossier de consultation : [https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2946678&orgAcronyme=b4n](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2946678&orgAcronyme=b4n)

Date limite de remise des plis : 30 Mars 2026 avant 12h00

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
2. CONDITION DE CONSULTATION.....	4
3. DURÉE DU MARCHÉ.....	14
..... DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	
.....	14
4.ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
4.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION MIS A LA DISPOSITION DES ENTREPRISES	14
4.2 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	14
4.3 DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	14
5. DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	15
6. CONDITIONS DE PARTICIPATION	15
6.1 QUI PEUT PARTICIPER.....	15
6.2 LA CANDIDATURE.....	15
6.3 LE PLI.....	16
7. CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	16
7.1 LES DOCUMENTS A REMETTRE	16
7.2 REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE	17
7.3 COPIE DE SAUVEGARDE	17
8. ANALYSE DES PLIS ET SÉLECTION DES TITULAIRES.....	17
8.1 ANALYSE DES CANDIDATURES	17
8.2 ANALYSE DES OFFRES	18
LA NOTE « PRIX » EST OBTENUE PAR LA FORMULE SUIVANTE :	18
(PRIX LE PLUS BAS / PRIX DE L'OFFRE NOTEE) * 100 (COEFFICIENT).....	18
8.3 PRECISION DEMANDEES AUX CANDIDATS	18
8.4 CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE	18

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 2/26
---------------	--	---------------------------------	--------------

<u>9. SIGNATURE DU MARCHÉ</u>	<u>18</u>
9.1 JUSTIFICATIFS A PRODUIRE PREALABLEMENT A LA NOTIFICATION DU MARCHÉ	19
9.2 ACTE D'ENGAGEMENT DU MARCHÉ	19
9.3 SIGNATURE ELECTRONIQUE	19
9.3.1 DISPOSITIONS GENERALES DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE	19
9.3.2 EXIGENCES RELATIVES A LA SIGNATURE ELECTRONIQUE	19
9.3.3 OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS	20
<u>10. RECOURS.....</u>	<u>21</u>
<u>ANNEXE 1 - DOCUMENTS ET INFORMATIONS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE.....</u>	<u>22</u>
<u>ANNEXE 2 - PRÉSENTATION DE LA PLATE-FORME PLACE.....</u>	<u>24</u>
<u>ANNEXE 3 - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU</u>	<u>25</u>

1. OBJET DE LA CONSULTATION

L'objectif de cette consultation est la passation d'un marché public permettant de confier à un laboratoire la réalisation d'analyses physico-chimiques, nutritionnelles, de composition et sanitaires, le cas échéant avec interprétation, sur les denrées alimentaires distribuées aux plus démunis dans le cadre du fonds social européens (FSE +) pour s'assurer que les produits achetés par FranceAgriMer et livrés aux associations caritatives correspondent aux caractéristiques définies dans les documents de marché et à la réglementation.

2. CONDITION DE CONSULTATION

❖ Catégorie de prestations :

Services

❖ Nomenclature – Code CPV descripteur principal :

- 71900000 – service de laboratoire

❖ Variantes :

Le marché n'autorise aucune variante

❖ Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :

Le marché ne prévoit pas de PSE

❖ Forme du marché :

Le marché est conclu sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes mono attributaire au sens de l'article L2125-1-1° du Code de la commande publique ; sans montant minimum de commande mais avec un montant maximum de commandes et s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la Commande publique.

Maximum HT de l'accord-cadre 3 ans (période ferme)	Maximum HT de l'accord-cadre 1 an (période reconductible)
736 900,00 €	245 700,00 €

❖ Allotissement du marché : OUI ☐ NON ☒

L'accord-cadre n'est pas alloti car les analyses à réaliser sont regroupées par famille de matrices alimentaires du programme FSE+. Ce nouveau format permet d'éviter une complexité administrative excessive, liée à la multiplication des bons de commande, des modalités de suivi chronophages, ainsi qu'à la dispersion des envois de prélèvements (produits ambiants, frais et surgelés) vers plusieurs Titulaires. L'allotissement générerait en outre un surcoût significatif résultant de la démultiplication des frais liés aux prélèvements pour chaque Titulaire.

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 4/26
---------------	--	---------------------------------	--------------

Le tableau ci-dessous détaille les analyses à réaliser par famille de matrices alimentaires du programme FSE+ :

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
<u>Produits laitiers</u> : Beurre doux congelé Emmental Lait demi écrémé stérilisé UHT	Taux de matières grasses sur corps gras
	Taux de sel
	Taux de protéines
	Taux de lipides totaux
	Masse volumique
	Profil d'acides gras (avec interprétation)
	Taux de matières sèches non grasses laitières
	Taux de matières grasses / extrait sec
	Taux de matière sèche produits laitiers
	Taux d'eau
	Poids net total
	Volume
	Présence d'arsenic total
	Présence de plomb
	Taux de dioxines "somme des dioxines (OMS-PCDD/F-TEQ)" et "somme des dioxines et PCB de type dioxines (OMS-PCDD/F-PCB-TEQ)" et "somme des PCB28, PCB52, PCB101, PCB138, PCB153 et PCB180 (ICES-6)"
<u>Viandes surgelées</u> : Cuisses déjointées, filets	Taux de protéines

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
surgelés de poulet certifié (CCP) Escalopes de poulet surgelées Côtes de porc échine surgelées Steak hachés surgelés de bœuf 15% MG	Taux de lipides totaux
	Type de viande
	Viande saumurée
	Rapport humidité/protéines
	Rapport collagène/protéines
	Poids net total
	Présence de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS)
	Présence de plomb
	Présence de cadmium
	Taux de dioxines "somme des dioxines (OMS-PCDD/F-TEQ)" et "somme des dioxines et PCB de type dioxines (OMS-PCDD/F-PCB-TEQ)" et "somme des PCB28, PCB52, PCB101, PCB138, PCB153 et PCB180 (ICES-6)"
<u>Poissons surgelés</u> : Filets de lieu noir surgelés	Présence de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS)
	Présence de mercure
	Présence d'ABVT (azote basique volatil total)
	Taux de protéines
	Taux de lipides totaux
	Examen organoleptique (odeur, couleur, texture)
	Quantité et contrôle du poisson (sans peau, arête, tête et nageoire)
	Espèce de poisson

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
	Rapport humidité/protéines
	Présence de polyphosphates
	Taux de sciure
	Poids net total
<u>Légumes en conserve :</u> Flageolets verts extra fins Haricots verts très fins Petits pois fins et carottes Petits pois fins et carottes à l'étuvée	Défauts des haricots
	Largeur des haricots
	diamètre des carottes
	Présence de sulfites
	Taux de remplissage (poids net égoutté / capacité de la boîte)
	Taux de sel
	Présence de nickel
	Taux de sucres dans le liquide de couverture
	Poids net égoutté
<u>Produits du petit-déjeuner :</u> Café moulu (100% arabica) Chocolat en poudre Céréales type pétales au chocolat Pétales de maïs glacés au sucre Confiture extra (fraise, abricot, ...)	Taux de glucides assimilables
	Taux de sucres
	Taux de lipides totaux
	Taux de lipides saturés
	Taux d'eau
	Poids net total
	Teneur en matière sèche soluble (BRIX)
	Taux d'arabica et Robusta
	Taux d'acrylamide

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
	Présence de nickel
	Présence de plomb
	Présence de cadmium
Sucre en poudre	Présence de plomb
	Présence d'arsenic total
	Polarisation du sucre
	Présence de sulfites
	Poids net total
Farine de blé type 55	Taux de protéines
	Taux d'eau
	Taux de cendres
	Acidité grasse
	Taux de deoxynivalenol
	Présence de nickel
	Poids net total
Huile de tournesol	Indice d'iode
	Indice de réfraction à 40°C
	Densité
	Profil d'acides gras (avec interprétation)
	Taux d'huiles minérales
	Volume

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
	Taux de dioxines "somme des dioxines (OMS-PCDD/F-TEQ)" et "somme des dioxines et PCB de type dioxines (OMS-PCDD/F-PCB-TEQ)" et "somme des PCB28, PCB52, PCB101, PCB138, PCB153 et PCB180 (ICES-6)"
<u>Féculents :</u> Riz long étuvé Graine de couscous calibre moyen Pâtes (au blé dur) Purée de pommes de terre en flocons déshydratés	Taux d'eau
	Taille du grain
	Taux de cendres
	Taux de matières azotées
	Acidité grasse
	Matières étrangères végétales
	Poids net total
	Taux de sel
	Présence de sulfites
	Taux d'ochratoxine A
	Taux d'aflatoxines totales
	Taux de deoxynivalenol
	Présence d'arsenic total
	Présence de cadmium
	Présence de nickel
<u>Accompagnements en conserve :</u> Betteraves assaisonnées en dés Maïs doux en grains sous vide Champignons 1er choix au naturel Mélange de légumes cuisinés pour couscous	Grains tachés
	Grains arrachés
	Grains éclatés et peaux vides
	Matières étrangères végétales
	Matières étrangères minérales (graviers, sables, ...)
	Défaut des tomates (tenue, présence de peaux)
	Défauts des champignons (cassés et morceaux et longueur du pied)

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
Tomates entières pelées	Présence de nickel
	Présence de plomb
	Présence de cadmium
	Taux de glucides assimilables
	Taux de sucres
	Taux de sel
	Taux de lipides totaux
	Présence de sulfites
	Poids net total
	Poids net égoutté
	Taux de remplissage (Poids net égoutté / capacité de la boîte)
<u>Légumineuses en conserve</u> : Lentilles cuisinées Pois chiche Haricots (rouges, blancs)	Présence de nickel
	Graines de couleur différentes
	Graines parasitées
	Matières étrangères minérales (graviers, sables, ...)
	Graines défectueuses
	Matières étrangères végétales
	Présence de sulfites
	Longueur des haricots
	Taux de remplissage (Poids net égoutté / poids net total)
	Taux de remplissage (Poids net égoutté / capacité de la boîte)
	Taux de protéines

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
	Taux de lipides totaux
	Taux de sel
	Poids net égoutté
	Poids net total
<u>Plats préparés :</u> Poulet basquaise et son riz Poulet curry et son riz Hachis Parmentier Raviolis bolognaise Raviolis de volaille Ratatouille	Taux de protéines
	Taux de lipides totaux
	Taux de sel
	Type de viande
	Présence de sulfites
	Taux de remplissage (poids net égoutté / poids net total)
	Rapport collagène/protéines
	Taux de glucides assimilables
	Parties dures ou tachées
	Matières étrangères végétales
<u>Conserve de poisson :</u> Sardines à l'huile de tournesol Filets de maquereaux à la tomate ou à la moutarde Thon entier au naturel (listao) ou à l'huile de rnesol	Poids net total
	Taux de protéines
	Taux de sel
	Taux d'histamine
	Espèce de poisson
	Quantité de miettes
	Poids net total
	Poids net égoutté

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
	Liquide de couverture: profil d'acides gras avec interprétation
	Taux de remplissage (Poids net égoutté / poids net total)
	Présence de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS)
	Présence d'arsenic total
	Présence de mercure
	Présence de cadmium
Velouté, Soupe, Mouliné	Taux de sel
	Volume
<u>Desserts :</u> Purée de pommes, bananes sans sucres ajoutés Crème dessert chocolat, vanille Poires (demi-fruits) préservés Oreillons pêches préservés	Taux de glucides assimilables
	Taux de sucres
	Taux de protéines
	Taux de lipides totaux
	Poids net total
	Présence de sulfites
	Taux de remplissage (Poids net égoutté / capacité de la boîte)
	Poids net égoutté
	Défauts des fruits (unités altérées, unités endommagées, matières étrangères végétales)
	Présence de cadmium

Matrices alimentaires	Critères d'analyses
	Présence de plomb

❖ Procédure de consultation.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue par les articles L.2120-1-3°, L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique. La publicité est passée selon les articles R.2131-16, R.2131-17, R.2131-19, R.2131-20 du même code.

L'avis d'appel public à la concurrence est publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et le Dossier de Consultation des Entreprises est disponible sur la plate-forme des achats de l'Etat «PLACE» www.marches-publics.gouv.fr.

❖ Groupement d'opérateurs économiques

Conformément aux articles L2141-13 et R2142-19 à R2142-26 du code de la commande publique, l'opérateur économique peut répondre sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Au niveau de la candidature la nature du groupement d'opérateurs est libre. Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2141-13 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Dans le cadre de la consultation, FranceAgriMer n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

❖ Langue du marché :

Les candidatures et offres sont entièrement rédigées en langue française en vertu de l'article R2151-12 du code de la commande publique.

❖ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 13/26
---------------	---	------------------------------	------------

3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à sa notification pour une durée de 3 ans fermes. Le marché est reconductible tacitement pour une durée d'un an.

En cas de non reconduction, à la seule initiative du pouvoir adjudicateur, ce dernier préviendra le titulaire au plus tard 2 mois avant la fin de l'échéance de la période en cours.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent s'exécuter jusqu'à deux mois après la fin de l'accord cadre.

A titre d'information, le début d'exécution du présent marché est prévu pour juin 2026 et le titulaire devra être opérationnel à cette date.

4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1 Composition du dossier de consultation mis à la disposition des entreprises

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes 1, 2, 3.
- Le Cahier des Clauses Particulières du marché et ses annexes 1 à 5.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le devis quantitatif Estimatif (DQE) à compléter par le soumissionnaire.
- Le mémoire technique à compléter par le soumissionnaire.
- Le DUME à compléter
- L'attestation sur l'honneur « Russie » à compléter

4.2 Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est mis gratuitement à disposition des candidats sur PLACE (plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat) via www.marches-publics.gouv.fr. L'inscription sur celle-ci est nécessaire pour permettre aux soumissionnaires de recevoir les réponses apportées par FranceAgriMer à leurs questions ainsi que les éventuelles modifications des documents de consultation.

Les opérateurs économiques peuvent formuler des demandes de renseignements complémentaires d'ordre administratifs ou d'ordre technique. Les questions pourront être posées au plus tard jusqu'au **19/03/2026** et les réponses seront communiquées aux opérateurs économiques au plus tard **24/03/2026**.

Aussi il est vivement recommandé aux candidats potentiels d'indiquer le nom de la personne physique ayant effectué le téléchargement du dossier de consultation ainsi qu'une adresse courriel valide, et qui le restera pendant toute la durée de la mise en concurrence, afin que puissent leur être communiqués les compléments d'informations et les éventuelles modifications sur le dossier de consultation.

Les soumissionnaires devront par ailleurs veiller à vérifier que l'adresse : 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' passe outre les filtres et proxy mis en place dans l'entreprise.

4.3 Délai de modification de détail au dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date de

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 14/26
---------------	---	------------------------------	------------

réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il en informera tous les candidats s'étant fait connaître lors de la demande du dossier de consultation, dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Ceux-ci devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

5. DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres devront parvenir à FranceAgriMer au plus tard le **30/03/2026** avant 12h00. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux que ne respectent pas le formalisme décrit ci-dessous ne seront pas retenus.

6. CONDITIONS DE PARTICIPATION

6.1 Qui peut participer

La participation à la présente consultation est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales relevant du domaine d'application des traités de l'UE, c'est-à-dire à tous les citoyens de l'Union, à toutes personnes physiques ayant leur domicile dans l'Union et à toutes les personnes morales enregistrées dans l'Union. Elle est également ouverte à toutes les personnes physiques et morales établies dans un pays non membre de l'UE ayant conclu un accord particulier dans le domaine des marchés publics dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce ou à un autre accord international équivalent auquel l'Union européenne est partie, dans la limite de ces accords, ainsi qu'aux organisations internationales.

6.2 La candidature

Le dossier de candidature présenté par le soumissionnaire doit comporter les éléments décrits dans l'**annexe 1** du règlement de la consultation.

Il est précisé que conformément aux dispositions de l'article R.2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public. Il s'ensuit donc qu'une même personne ne peut être la signataire de plusieurs propositions présentées au nom de sociétés distinctes.

Toutefois, il n'est pas interdit que des sociétés distinctes dirigées par la même personne puisse présenter leur candidature à un marché public dès lors qu'elles ne sont pas représentées par la même personne, par l'effet d'une délégation de pouvoirs par exemple.

Par ailleurs, dans l'hypothèse de la soumission par plusieurs sociétés d'un même groupe de sociétés, la candidature devra faire mention du niveau de participation financière de la société mère dans le capital de la filiale et de l'identité des dirigeants. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de saisir la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) dès lors qu'il juge que des candidats au marché ont établi leurs offres en commun ou qu'ils ont communiqué entre eux pour les établir.

6.3 Le pli

Le pli présenté par le soumissionnaire doit comporter :

- le **bordereau des prix unitaires (BPU)** et le **Devis quantitatif Estimatif (DQE)** complétée au **format EXCEL** joint au dossier de consultation des entreprises,
 - en cas de recours à la sous-traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre : la proposition financière sera accompagnée pour chaque sous-traitant de l'acte de sous-traitance (imprimé DC4) complété en matière de nature des prestations sous-traitées, nom, raison ou dénomination sociale et adresse du sous-traitant, montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, conditions de paiement.
 - en cas de groupement d'opérateurs économiques, un seul BPU et un DQE est complété.

La réponse du soumissionnaire vaut engagement ; en l'espèce, s'il est retenu, il est tenu de signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté, à l'attribution du marché, par le pouvoir adjudicateur.

- Le **mémoire technique** au format Excel comprenant :
 - La présentation de la méthode d'analyse mise en œuvre dans l'onglet « critères et méthodes d'analyse ».
 - Les exigences du laboratoire en matière de nombre d'échantillons (nombre UC) nécessaires et de quantité produit. Ces informations seront à inscrire dans l'onglet « critères et méthodes d'analyse ».
 - L'indication des jours et horaires d'ouverture du laboratoire d'analyse ainsi que la description des modalités de réception pour les catégories de produits (secs, frais et surgelés) adressés à l'analyse par FranceAgriMer. Ces informations seront à inscrire dans l'onglet « fiche de renseignements ».
 - L'indication du profil des personnes en charge des analyses et en contact avec le service qualité de FranceAgriMer. Ces informations seront à inscrire dans l'onglet « fiche de renseignements ».
 - L'attestation COFRAC ou équivalent
- Le DUME par anticipation.
- L'attestation sur l'honneur « Russie » par anticipation.

7. CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

7.1 Les documents à remettre

Les candidatures et offres sont **exclusivement transmises par voie dématérialisée**. A titre de rappel, les pièces attendues :

- au titre de la candidature sont listée à l'article 6.2 et dans **l'annexe 1** au présent document
- au titre de l'offre sont listées à l'article 6.3.

Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté.

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 16/26
---------------	--	---------------------------------	---------------

Les plis qui parviendraient au-delà du **30 mars 2026 après 12h00** seront éliminés par le pouvoir adjudicateur. A ce titre, il appartient aux candidats de tenir compte des délais de transmission / certification des documents numériques dans le cadre d'un dépôt dématérialisé.

En cas d'envois successifs par un même candidat, seul le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis sera retenu.

7.2 Remise des plis par voie dématérialisée

Le dépôt électronique des plis s'effectue **exclusivement** sur la plate-forme PLACE via <https://www.marches-publics.gouv.fr> (présentation de la plateforme PLACE : **annexe 2** du présent document).

Au stade du dépôt du dossier de candidature/offre, aucune signature n'est exigée.

Les plis sont horodatés. Tous plis déposés après la date et l'heure limites seront écartés.

7.3 Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut effectuer en parallèle de la transmission électronique et, **à titre de copie de sauvegarde**, une transmission sur clef USB ou sur support papier, de son dossier de candidature/offre. Cette transmission doit impérativement parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures/offres, soit au plus tard le **30 mars 2026 avant 12h00**.

La copie de sauvegarde doit comporter une enveloppe extérieure et intérieure. Chacune d'entre-elle est fermée et comporte les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRES OUVERT – COPIE DE SAUVEGARDE

Objet : DI – analyse sur denrées alimentaires

**OUVERTURE UNIQUEMENT PAR LE SPSA
ET QU'A COMPTER DU **30 mars 2026** AU DELÀ DE 14h30**

Le pli est à adresser à :

FranceAgriMer
Service de la Politique et des Stratégies Achats
12 rue Henri Rol-Tanguy
TSA 20002 – 93555 MONTREUIL Cédex

Le dossier de sauvegarde du soumissionnaire doit permettre de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité. Toute copie de sauvegarde parvenue hors délai sera inscrite au registre des dépôts mais sera rejetée.

L'ouverture de la copie de sauvegarde s'effectue selon les dispositions réglementaire.

8. ANALYSE DES PLIS ET SÉLECTION DES TITULAIRES

8.1 Analyse des candidatures

L'examen des dossiers de candidatures sera fait au vu des pièces administratives exigées en **annexe 1** au présent document.

La vérification des informations s'effectue dans les conditions prévues aux articles R.2144-3 à R.2144-4.

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 17/26
---------------	--	---------------------------------	---------------

Seront éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Si FranceAgriMer constate, au plus tard avant l'attribution du marché public, que des éléments de candidature dont la production était réclamée sont absents ou incomplets, il peut demander au candidat concerné de compléter son dossier de candidature. En tout état de cause, la candidature incomplète ou qui demeure incomplète à la suite d'une demande de compléments sera éliminée.

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché sont également éliminées.

8.2 Analyse des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du dossier de consultation. Leur examen se fera dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-6 et R.2152-1 à R.2152-5 du code de la commande publique.

L'analyse du marché sera effectuée par le pouvoir adjudicateur selon le prix le plus bas sur la base du total du DQE joint à l'offre.

La note « prix » est obtenue par la formule suivante :

$$(\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre notée}) * 100 (\text{coefficient})$$

Le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note.

8.3 Précision demandées aux candidats

Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Il se réserve également la possibilité de demander aux soumissionnaires de régulariser, dans un délai approprié, les offres qu'il aura jugées irrégulières (ex : informations absentes dans le mémoire technique du soumissionnaire, erreur dans le calcul du prix TTC, erreur de TVA, ...) dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Quoi qu'il en soit aucune de ces demandes ne peut aboutir à une négociation avec le candidat et la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

8.4 Choix de l'attributaire

L'offre économiquement la plus avantageuse au regard du critère fixé ci-avant à l'article 8.2 sera retenue provisoirement, sous réserve que le candidat concerné fournisse dans le délai qui sera indiqué dans la décision d'attribution, les pièces administratives listées à titre d'information en **annexe 1** et en **annexe 3** du présent document.

9. SIGNATURE DU MARCHÉ

Les documents requis ci-dessous seront à déposer par le candidat retenu sur la plateforme PLACE via www.marches-publics.gouv.fr (présentation de la plateforme PLACE : **annexe 2** du présent document).

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 18/26
---------------	---	------------------------------	------------

9.1 Justificatifs à produire préalablement à la notification du marché

Le soumissionnaire retenu devra fournir dans un délai fixé par FranceAgriMer dans le courrier d'attribution, les justificatifs et moyens de preuve, attestations et certificats utiles à la validation de sa candidature indiqués dans l'annexe 3 du RC.

A défaut de production de ces documents dans le délai imparti, l'offre du soumissionnaire retenu défaillant est rejetée et le candidat éliminé. Un autre soumissionnaire dans l'ordre de classement est alors sollicité pour produire ces documents avant que le marché ne lui soit attribué.

9.2 Acte d'engagement du marché

A l'issue de la procédure de consultation, le pouvoir adjudicateur transmettra au candidat retenu, à des fins de formalisation du marché, le formulaire ATTR11, valant acte d'engagement, et le cas échéant l'acte de sous-traitance.

Il reviendra au candidat retenu de signer ce(s) document(s) :



- par le biais d'un certificat de signature électronique délivré par un prestataire répondant de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement 910/2014 du 23 juillet 2014 ou un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Cf. ci-dessous les dispositions relatives à la signature électronique.

Cette disposition est également applicable à l'imprimé DUME. A partir du document fourni par le pouvoir adjudicateur.

9.3 Signature électronique

9.3.1 Dispositions générales de la signature électronique

- Un Zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.
- La réponse du soumissionnaire doit comprendre le justificatif attestant de la capacité du détenteur du certificat électronique à engager la société.

9.3.2 Exigences relatives à la signature électronique

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat qualifié de signature du signataire qui doit être valide (eIDAS).
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

** le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).*

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé, à

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 19/26
---------------	--	---------------------------------	---------------

savoir :

1er cas : *Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement n°910/2014 du parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014 relatif à l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur"*

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- www.lsti-certification.fr

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : *Le certificat de signature électronique certifié par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes de l'annexe I du règlement n°910/2014 du parlement européen.*

La plate-forme de dématérialisation «PLACE» accepte tous les certificats de signature électronique.

Le soumissionnaire s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur, à savoir :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...);
- les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation.
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

9.3.3 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État. Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : Lorsque le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la plate-forme des achats de l'Etat, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document (**lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français**) et ce, gratuitement.

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 20/26
---------------	---	------------------------------	------------

10. RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et d'apporter des précisions concernant les délais d'introduction des recours :

Tribunal administratif de Montreuil : 7, rue Catherine PUIG – 93100 Montreuil.

Tél : 01.49.20.20.00. Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Lien vers la téléprocédure « télérecours » : [Télérecours](#)

Possibilité d'introduction :

- référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (CJA, art L.551-1 et s)
- référé contractuel (CJA, art L. 551-13 et s)
- recours de la jurisprudence CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne

ANNEXE 1 - DOCUMENTS ET INFORMATIONS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE

Le formulaire DUME¹ complété :

Les justifications requises dans le DUME peuvent être complétées par des attestations de réalisation émanant de clients privés ou publics.

D'autres justificatifs pourront être regardés comme équivalents à ceux indiqués ci-avant dans le cas de sociétés nouvellement créées.

Devront être fournis à l'appui du DUME les pièces suivantes :

- ☒ L'accréditation (Cofrac) selon la norme NF EN ISO 17025 ou équivalent dans un pays tiers*
- ☒ Des pièces justificatives relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat.
- ☒ Le cas échéant, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) en cas de situation de redressement judiciaire (ou dans une situation similaire pour les opérateurs économiques établis à l'étranger).
- ☒ Déclaration sur l'honneur du soumissionnaire au regard de la régularité de ses obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail).

*. Niveau spécifique minimal exigé

IMPORTANT :

Les dossiers doivent être rédigés en français. A tout document rédigé dans une autre langue doit impérativement être joint une traduction en français.

Pour les candidatures en groupement d'opérateurs économiques :

Dans l'hypothèse où le candidat se présente en groupement d'opérateurs économiques pour faire acte de candidature, un imprimé DUME doit être complété par chacun des opérateurs économiques prenant part au groupement. **En l'espèce, le mandataire du groupement doit répondre au point C de la partie II. Les autres membres du groupement doivent répondre à la partie II points A, B, C ; à la partie III points A, B, C, D et à la partie IV pour les mêmes éléments que ceux identifiés ci-avant en termes de registre du commerce, d'effectifs, de chiffre d'affaire, de références.**

En outre le mandataire du groupement de commandes doit fournir complété le formulaire 'DC1' téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pour les candidatures avec un sous-traitant :

Si le titulaire du marché s'appuie sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature, **il doit répondre au point D de la partie II**. Un imprimé DUME doit par ailleurs être remis par chaque sous-traitant présenté ; **il est à compléter à la partie II points A, B, C ; à la partie III points A, B,**

¹

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 22/26
---------------	---	------------------------------	------------

C, D et à la partie IV pour les mêmes éléments que ceux identifiées ci-avant en termes de registre du commerce, d'effectifs, de chiffre d'affaire, de références.

Au dossier de candidature du titulaire doit être jointe une attestation du sous-traitant indiquant qu'il disposera des capacités annoncées pour l'exécution de ses prestations sur la durée du marché.

Le soumissionnaire est dispensé de fournir les documents ci-avant requis dans la mesure où il fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations permettant à FranceAgriMer d'obtenir directement ces documents via un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique. L'accès à ces documents par FranceAgriMer doit être gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les documents ci-avant requis dans la mesure où il a eu l'occasion de fournir ceux-ci dans le cadre d'une précédente consultation lancée par FranceAgriMer. Le recours à cette disposition n'est possible que si les documents précédemment transmis demeurent valides.



Il est rappelé que, **sauf si ces documents sont remis en même temps que le pli initial**, le candidat retenu (ou l'ensemble des membres du groupement d'opérateurs économiques) devra remettre les pièces administratives indiquées en annexe 3 du présent RC.



ANNEXE 2 - PRÉSENTATION DE LA PLATE-FORME PLACE

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque soumissionnaire.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Les soumissionnaires disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique «aide» de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des soumissionnaires ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au soumissionnaire que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, docx, xlsx ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros, ActiveX, applets, scripts, javascripts, etc.

Le soumissionnaire s'assurera avant la constitution de son pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de l'offre du soumissionnaire devra être traité préalablement à son envoi par un antivirus.

[Guide de la plateforme PLACE](#) et [guide de la dématérialisation des marchés publics](#).

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 24/26
---------------	--	---------------------------------	---------------

ANNEXE 3 - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Les documents requis ci-dessous seront demandés lors de l'attribution du marché et seront à déposer par le candidat retenu sur la plateforme PLACE (via www.marches-publics.gouv.fr).

Pour tous les candidats attributaires

- ☒ Le cas échéant, les éléments nécessaires à la régularisation du dossier administratif (éléments initialement requis absents ou incomplets) ;
- ☒ **L'imprimé DUME** joint au dossier de candidature **signé** (puisque la signature n'est pas exigée lors du dépôt de la candidature) selon les dispositions précisées à l'annexe 1 du présent règlement de la consultation ;
- ☒ La dernière attestation de régularité fiscale exigible et attestant la souscription des déclarations et le paiement des impôts et taxes dus au Trésor public² (impôt sur les sociétés³ et TVA) ; (cf. art R2143-7 du CCPublique ; art 1 de l'arrêté du 22/03/2019 ECOM1830220A) ;
- ☒ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** ; (cf. art R2143-7 du CCPublique ; art 2-I à 2-III de l'arrêté du 22/03/2019 ECOM1830220A ; art D8222-5 ou D8222-7 code du travail et L243-15 du code de la sécurité sociale) ;
- ☒ Un extrait K, ou Kbis ou D1 **de moins de 3 mois** ou tout document justifiant une inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ; (cf. art 2143-9 du CCPublique ; art D8222-5 ou D8222-7 code du travail) ;
- ☒ Un relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- ☒ Par anticipation, une attestation d'assurance (art 9 du CCP) en cours de validité.

Pour certains candidats attributaires

- ☒ **Pour le candidat attributaire employant des travailleurs détachés** et avant chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail ; (cf. art. 2143-8

² En matière de TVA : pour un redevable au réel mensuel, la dernière échéance contrôlée portera sur l'avant-dernier mois précédant la demande de délivrance de l'attestation concernée ; pour un redevable au réel trimestriel, la dernière échéance contrôlée portera sur le dernier trimestre pour lequel la date limite de dépôt est échue le mois précédant la demande de délivrance de l'attestation concernée. En matière de résultat : pour les attributaires soumis à l'IS, le dernier exercice contrôlé portera sur l'exercice dont l'obligation déclarative est échue au jour de la demande.

³ Impôt sur le revenu s'agissant des personnes physiques.

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 25/26
---------------	---	------------------------------	------------

du CCpublique ; R 1263-12 du code du travail) ou une attestation sur papier libre indiquant ne pas être concernés.

- ☒ **Pour le candidat attributaire employant des travailleurs étrangers** (hors travailleurs détachés), un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, conformément aux dispositions des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ; (cf. art. 2143-8 du CCpublique ; D.8254-2 du code du travail) ou une attestation sur papier libre indiquant ne pas être concernés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux-ci-dessus mentionnés, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

* *

A titre d'information :

1. **le certificat «social»**, peut être délivré en ligne sur le site concerné (ex : l'[Urssaf](#), la [MSA](#))
2. **le certificat «fiscal»**, qui permet de justifier de la régularité de leur situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) peut être obtenu :
 - directement en ligne via le [compte fiscal](#) (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
 - auprès du service des impôts via le formulaire [n°3666](#) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...)

FranceAgriMer	Réalisation d'analyses sur des denrées alimentaires	Règlement de la consultation	Page 26/26
---------------	---	------------------------------	------------